

Appel d'Offres Ouvert (AOO)

**MARCHE DE FOURNITURES**

*Passé selon une procédure formalisée en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique.*

# FOURNITURE D'UN CAMION BOM DE 19 TONNES

\*\*\*

## Règlement de la consultation (RC)

Lot 1 : Fourniture d'un camion porteur de 19 tonnes.

Lot 2 : Fourniture et installation d'une benne lève conteneurs OM sur le camion porteur

**Date limite de réception des offres : 02/07/2025 à 12h00**

## **Article 1 - Identification de l'acheteur**

### **Communauté de Communes du Saulnois**

14 ter, place de la Saline

BP 54

57170 CHÂTEAU-SALINS

Tél : 03.87.05.11.11

Mail : administration@cc-saulnois.fr

## **Article 2 - Objet et étendue de la consultation**

### **Article 2.1. Objet de la consultation**

La présente consultation concerne : La fourniture d'un camion porteur de 19 T équipé d'une benne lève conteneurs OM pour le service de collecte des OM de Communauté de Communes du Saulnois.

Lieux de livraison :

Centre technique communautaire – Zone d'activité – 57170 Morville-lès-Vic.

### **Article 2.2. Etendue de la consultation**

#### **2.2.1 – Rappel de la procédure**

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique.

#### **2.2.2 – Type de marché**

Marché de fournitures.

### **Article 2.3. Décomposition et forme du marché**

#### **2.3.1 – Mode de dévolution**

Le marché est composé de deux (2) lots :

- Lot 1 : Fourniture d'un camion porteur de 19 tonnes.
- Lot 2 : Fourniture et installation d'une benne lève conteneurs OM sur le camion porteur.

#### **2.3.2 – Forme du marché**

Le marché est ordinaire.

### **Article 2.4. Conditions de participations des candidats**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € TTC.

Forme du groupement :

- ☐ Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.
- ☐ Le pouvoir adjudicateur impose un groupement solidaire.
- ☒ Le pouvoir adjudicateur impose un groupement conjoint avec mandataire solidaire.
- ☐ Le pouvoir adjudicateur impose un groupement conjoint sans mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

### **Article 2.5. Nomenclature - Code CPV**

La classification conforme au vocabulaire des marchés Européens est la suivante :

Lot	Code CPV	Objet
	34144510-6	Véhicule pour ordures
	34144511-3	Bennes à ordures
	34144512-0	Véhicules de compactage des ordures ménagères

## **Article 3 - Conditions de la consultation**

### **Article 3.1. Durée du marché**

La durée du présent marché est fixé à : huit (8) mois à compter de la notification du marché.

Le délai d'exécution des prestations sont indiqués dans le CCTP.

### **Article 3.2. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### **Article 3.3. Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)**

- ☐ Les variantes ne sont pas autorisées.
- ☒ Les variantes sont autorisées sur les aspects suivants : des prestations complémentaires à celles prévues initialement

- ☐ Le marché ne prévoit pas de PSE.
- ☐ Le marché prévoit la PSE suivante,

## **Article 4 - Modalités essentielles de paiement**

Les prestations, objet du marché, sont rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Le règlement est effectué par mandat administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalente dans les conditions définies à l'article 8 du C.C.A.P.

## **Article 5 - Contenu du dossier de consultation**

### **Article 5.1. Composition du DCE**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation ;
- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses administratives Particulières (CCAP) ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (CDPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux marchés de fournitures courantes et services. Cette pièce, non jointe au dossier de consultation, est réputée connue par les candidats ;

Le Dossier de Consultation sera à retirer par voie dématérialisée sur le Profil Acheteur <https://webmarche.adullact.org>

### **Article 5.2. Modifications de détail au dossier de consultation**

La Communauté de Communes se réserve le droit d'apporter au plus tard huit (8) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation : le délai court à partir du jour d'envoi par la CCS aux candidats de la notification du site internet du profil acheteur de la collectivité : <https://webmarche.adullact.org>

Les modifications apportées n'altéreront pas les éléments substantiels du marché et tous les candidats seront informés dans les conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

## **Article 6 - Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui.

Pour tous les documents pour lesquels une signature du candidat est exigée, la signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat.

#### **Pièces concernant la candidature telles que prévues par les dispositions du Code de la Commande publique**

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) . Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

#### ***Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus par les dispositions de l'article R 2143-3 du Code de la Commande Publique :***

- En cas de non signature du DC1, une attestation sur l'honneur signée par le candidat et ses cotraitants/ sous-traitants le cas échéant, actant le fait qu'il(s) n'entre(nt) dans aucun cas d'interdiction de soumissionner et qu'il(s) est/sont en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés... ;
- En cas de non remise du DC2, un document d'habilitation produit par le mandataire (en cas de groupement) et signé par les autres membres, justifiant de sa capacité à intervenir en leur nom et pour leur compte, accompagnée des documents et renseignements demandés aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat individuel / ou du groupement ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Document signé relatif aux pouvoirs (délégation expresse) de la personne habilitée à engager la société si le signataire n'est pas le mandataire social désigné par la loi

#### ***Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus par les dispositions des articles R2142-6 à R2142-12 du Code de la Commande Publique :***

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

#### ***Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus par les dispositions des articles R 2142-13 à R 2142-14 du Code de la Commande Publique :***

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat ;

#### **DISPOSITIF « DITES LE NOUS UNE FOIS »**

Conformément à l'article R 2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats à un marché public ont la possibilité de déposer leurs attestations et autres éléments de candidature dans un coffre-fort électronique, **à condition de mentionner dans leur candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de celui-ci et que son accès soit gratuit pour la personne publique.**

En outre, en application de l'article R 2143-14 du Code de la Commande Publique susvisé, le candidat est dispensé de la production de la présentation de sa société et des pièces administratives de candidature s'il réunit l'ensemble des conditions suivantes :

- Le candidat a présenté sa candidature à une consultation publique émise par la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAULNOIS il y a moins de 6 mois,
- La candidature du candidat lors de cette précédente consultation contient déjà tous les éléments demandés dans la présente consultation,
- Aucune modification n'est intervenue dans les pièces précédemment remises.

Dans cette hypothèse, le candidat fait mention, dans une forme libre, des références de la procédure antérieure à laquelle il demande à la CCS de se référer pour les pièces administratives (par exemple : MARCHE N° 2024-01 accompagné de l'intitulé de la consultation).

En l'absence de cette mention, le dossier de candidature sera considéré comme incomplet et pourra être rejeté sous réserve des dispositions ci-après.

#### **Pièces concernant l'offre**

- L'Acte d'Engagement (A.E.) : un (1) par lot à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.
- Le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, complété, daté et signé.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté, paraphé et signé,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté, paraphé et signé,
- Une mémoire technique détaillant, pour chaque candidat :
  - o les informations précises sur les caractéristiques du matériel proposé (y compris toutes les dispositions environnementales prises) et sur l'étendue de l'entretien proposé,
  - o La structure du service après-vente de la société, notamment l'adresse de son garage le plus proche en mesure d'effectuer l'ensemble de l'entretien et des réparations du véhicule. Il devra également indiquer le délai de livraison des pièces détachées,
  - o Les conditions de la mise à disposition d'un camion présentant des caractéristiques identiques à celui qui devait être acquis par la CCS en cas d'impossibilité de livraison et de retard,
  - o Un contact unique et un numéro d'appel unique pour toutes les questions d'ordre technique liées au véhicule.

***Nota : l'engagement du candidat à l'Acte d'Engagement vaut acceptation de l'ensemble des pièces listées ci-dessus.***

## **Article 7 - Conditions de remise des offres**

### **Article 7.1. Date limite de remise des offres**

Toutes les pièces sont accessibles sur le profil d'acheteur : <https://webmarche.adullact.org>

Le téléchargement des documents sur le profil d'acheteur



Est obligatoire.

Les candidats transmettent leurs offres (une offre par lot) par voie électronique uniquement sur le profil acheteur <https://webmarche.adullact.org>

*Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.*

**Les offres des candidats devront parvenir avant le 2 juillet 2025 à 12h00.**

**Les formats de fichier informatique acceptés par la CCS sont les suivants : PDF uniquement.**

### **Article 7.2. Copie de sauvegarde**

#### Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R 2132-11 du Code de la Commande publique, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique lorsque l'acheteur ou l'autorité concédante l'autorise dans les documents de la consultation. « La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde " ».

« La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique). »

## **Article 8 - Examen des candidatures et des offres**

### **Article 8.1. Vérification de la capacité**

Conformément aux dispositions des articles R 2144-1 à R 2144-7 du Code de la Commande Publique, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie.

La vérification de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

S'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les candidats dont les capacités professionnelles, techniques et financières seront jugées insuffisantes seront éliminés.

### **Article 8.2. Critères de jugement des offres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L 2152-1 et suivants ainsi qu'aux dispositions de l'article R 2152-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante, pour tous les lots :

Critères	Pondération
<b>Prix</b>	<b>45 %</b>
<b>Valeur technique, dont :</b>	<b>45 %</b>
<i>Qualité du mémoire technique et précisions attendues (article 6 du R.C)</i>	10 %
<i>Contrat de maintenance</i>	15 %
<i>Critère environnemental</i>	20 %
<b>Délais de livraison</b>	<b>10 %</b>

- **Méthode de calcul pour la note relative au prix**

La formule suivante sera appliquée :

$$\text{Note} = 45 \times (\text{prix de l'offre la moins élevée} / \text{prix de l'offre du candidat})$$

Le prix de l'offre correspond au prix unitaire en litres de carburant HT proposé par le candidat en considérant les conditions économiques en date de remise des offres, c'est-à-dire le prix au litre HT appliqué à l'ensemble de la clientèle au mois d'avril 2025 moins le montant du rabais fixé par le candidat sur la durée du marché.

- **Pour le critère Valeur Technique, jugé à partir du mémoire technique selon les critères suivants :**

- Caractéristiques du matériel : **10 points**
- Contrat de maintenance proposée : **15 points**
- Critère environnemental : **20 points**

- **Pour le critère Délai**

- Délai proposé : **10 points**

### **Article 8.3. Attribution du marché**

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire et le candidat retenu sera désigné définitivement comme titulaire du marché en attendant qu'il produise les certificats et attestations mentionnés aux articles R 2143-6 à R 2143-10) et R 2143-16 du Code de la Commande Publique.

*Pour les entreprises créées postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours, ou lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers à la date de lancement de la présente consultation, le récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités*



des entreprises, ainsi qu'une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires se substitueront aux attestations fiscales et sociales demandées ci-dessous.

*Pour tout candidat d'un état membre de l'Union Européenne (France exceptée) : certificat concernant les impôts, taxes et cotisations sociales des administrations et organismes du pays concerné.*

*Pour tout candidat d'un pays tiers : certificat concernant les impôts, taxes et cotisations sociales des administrations et organismes du pays concerné.*

**Le délai imparti par l'acheteur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.**

#### **Article 8.4. Information des candidats non retenus**

Les candidats dont l'offre n'a pas été retenue seront informés du rejet de leur offre et il leur sera indiqué les motifs de ce rejet. Cette notification précise le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre.

Le courrier d'information aux candidats non retenus sera transmis via le profil acheteur de la collectivité (<https://webmarche.adullact.org>). Un délai de onze jours sera respecté entre la date d'envoi de la notification prévue aux alinéas précédents et la date de conclusion du marché.

### **Article 9 - Renseignements complémentaires**

#### **Article 9.1. Visite sur site**

Les candidats qui souhaitent examiner le véhicule proposé à la reprise devront prendre contact avec :

M. Laurent CALVET - Tel. 03 87 01 89 99 – courriel : [laurent.calvet@cc-saulnois.fr](mailto:laurent.calvet@cc-saulnois.fr)

#### **Article 9.2. Demande de renseignements**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des dossiers, une demande écrite sur le site : <https://webmarche.adullact.org>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

#### **Article 9.3. Procédures de recours**

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg  
31, avenue de la Paix - BP 51038  
67070 Strasbourg Cedex  
tél. : 03 88 21 23 23  
fax : 03 88 36 44 66

[greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)  
<http://strasbourg.tribunal-administratif.fr>